

"Gad, c'est toute ma vie"

Bretagne

Le fondateur Louis Gad est consterné, tout comme les 889 salariés et les syndicalistes : la charcuterie familiale était un fleuron de l'agroalimentaire breton. Elle s'est effondrée, emportée par la mondialisation.

«Jamais, jamais, je n'aurais imaginé mon abattoir mettre la clé sous la porte. Soixante ans d'histoire qui s'achèvent. » Âgé de 91 ans, Louis Gad, le fondateur de l'abattoir de porcs de Lampaul-Guimiliau (Finistère), en 1956, est abasourdi. Il n'a reçu aucun journaliste depuis l'annonce par le tribunal de commerce de Rennes, le 11 octobre, de la fermeture de l'entreprise et la mise au chômage forcé de 889 salariés. Il accepte d'ouvrir sa porte à Valeurs actuelles. Sa femme Yvonne, 88 ans, ne parvient pas à retenir ses larmes. Elle montre, de l'autre côté de la rue, la boutique - devenue une pharmacie - où tout a commencé. Fin des années 1950, le jeune couple tient alors une boucherie-charcuterie et cherche à s'agrandir. Il récupère le local voisin du commerce qu'il transforme en petit abattoir.

«Au début, on tuait deux cochons par semaine», raconte Yvonne. Pour s'approvisionner, son mari fait le tour des fermes avoisinantes et récupère les porcs que les paysans veulent bien lui céder. L'affaire prospère rapidement. Le couple décide de construire un abattoir dans le bas du bourg, sur des terres marécageuses achetées à bas prix.

C'est là que s'étend aujourd'hui l'abattoir Gad, sur 43 000 mètres carrés. L'une des plus grandes usines d'abattage et de découpe de porcs en France. Le dernier cochon a été tué le 10 octobre, vers 6 heures du matin. Sur le parking, il reste une tente, appartenant aux syndicalistes FO, et des traces

"Le père Gad était réputé pour acheter ses cochons au cadran, selon la méthode de Leclerc, aux prix les plus bas."

de pneus brûlés. Les locaux sont vides. Désespérément vides. Une trentaine de salariés font de la résistance sur le site.

«Je suis entré chez Gad en 1995. À l'époque, on était 600 salariés. On est monté à 1 200 au début des années 2000», raconte Olivier Le Bras, délégué syndical FO. «Il y avait du cochon à foison. On abattait jusqu'à 6 000 porcs par jour. » L'usine produit des jambons mais aussi des plats élaborés, des lardons, des côtes de porc, des saucisses...

Après des problèmes de santé dans les années 1980, Louis Gad passe la main à son fils aîné, René. Mais la transmission se passe mal. Les tensions familiales montent. Le fondateur décide de confier les rênes à son autre fils, Loïc. Pour ne froisser aucun de ses quatre enfants, il achète deux usines de saumon qu'il confie à ses fils René et Yvon et prend des parts dans des hôtels Ibis pour en donner la gestion à sa fille.

«La famille Gad, à Lampaul, c'était un peu Dallas. Toutes les affaires du père Gad étaient en pleine puissance en même temps, s'exclame un habitant. Tout s'est écroulé au même moment.»

En 2001, l'abattoir Gad s'allie à la coopérative bretonne Prestor, qui regroupe 500 éleveurs à travers le Morbihan, le Finistère et les Côtes-d'Armor, en vue de sécuriser ses approvisionnements. La coopérative entre au capital à hauteur de 34 % et fournit dès lors 90 % des cochons de l'entreprise. « Le père Gad était réputé pour acheter ses cochons au cadran, selon la méthode de Leclerc, aux prix les plus bas », raconte un salarié. L'entrée au capital de Prestor change la donne. En tant qu'actionnaire, la coopérative avait tout intérêt à faire baisser les prix; en tant que fournisseur, à les faire augmenter. « C'est comme si on demandait à Prestor d'être à la fois supporter de l'OM et du PSG!», s'exclame Olivier Le Bras.

En 2008, la famille Gad et Prestor s'associent avec la Cecab, groupe coopératif légumier (les légumes D'Aucy) et porcin. En 2011, cette dernière rachète – à prix d'or – les 41% du capital que les Gad détiennent encore. La transaction aurait atteint 250 millions d'euros. Dans la foulée, le fils Loïc part couler des jours heureux en Floride, à Miami, « entre les villas de Stallone et de Madonna où il habite aujourd'hui », disent les mauvaises langues.

À l'usine, les problèmes se multiplient. Dès 2009, les ateliers sont réorganisés. Certaines préparations sont transférées à Josselin, dans le Morbihan, où la Cecab possède un abattoir.

«L'abattoir de Josselin n'a jamais gagné d'argent en vingt-quatre ans, alors que Gad était florissant », poursuit, amer, un syndicaliste. Un an après la fusion, les primes et l'intéressement sont supprimés. «On nous a dit que les bénéfices de Gad allaient servir à combler les pertes de Josselin. » Les pertes de Gad se sont creusées pour atteindre 20 millions d'euros en 2012.

L'ouvrier licencié touchera 24 000 euros de prime pour vingt-sept années d'ancienneté.

Les salariés estiment qu'avec la mondialisation, l'abattoir n'aurait jamais pu être compétitif. «Il aurait fallu fermer nos frontières pour s'en sortir. » Ils savent que l'usine ne redémarrera pas. En dix ans, l'écart de compétitivité avec l'Allemagne, qui abat désormais 60 millions de porcs charcutiers par an, n'a cessé de se creuser. La France, qui était numéro un européen, n'en produit plus que 25 millions. D'après les rumeurs, depuis la fermeture de Gad, l'abattoir de Josselin aurait perdu la moitié de ses clients : 650 emplois sont en jeu. La Cecab ne pourrait plus payer ses fournisseurs. «La Cecab, c'est 7 000 emplois menacés. C'est le futur Unicopa, qui fut l'un des fleurons de l'agroalimentaire breton avec 5 000 salariés et qui a chuté en 2010. »

Et demain? Les salariés recevront leur dernier bulletin de paie le 28 novembre. Parmi les plus anciens, Patrick Joulven, entré dans la maison en 1987. Ouvrier polyvalent à la découpe, il touchait un salaire mensuel de 1500 euros



Louis Gad, fondateur du groupe. La fin d'une histoire de soixante ans.

en fin de carrière. Comme les autres salariés, il se levait chaque jour aux aurores pour prendre son poste à 5 heures jusqu'à 13 heures. Il touchera 24 000 euros de prime de licenciement pour vingt-sept années d'ancienneté. La plupart des ouvriers se disent sans avenir. « Je ne sais faire qu'une chose,

c'est couper du jambon », répètent les salariés les uns après les autres. L'un a trente ans de maison, un crédit de 900 euros par mois pour rembourser l'achat de sa maison. Il ne veut pas se plaindre et parle de ses deux collègues internés à l'hôpital psychiatrique de Morlaix. « L'autre fois, à la manif de Quimper, il y en a un qui m'a dit : "Je vais me foutre en l'air, j'ai tout perdu." », ajoute un autre.

Le ministère de l'Agriculture assure qu'il ne laissera pas tomber les 889 employés de Gad. «On nous propose de suivre des formations. Mais 90 % des ouvriers ont été en échec scolaire. Retourner en formation, c'est revivre ça. » Titulaire d'un BTS agricole, Olivier Le Bras est considéré comme un "intello". Ce syndicaliste hors norme mène aussi, depuis cet automne, un autre mouvement, celui des "bonnets rouges". C'est lui qui est à l'origine du slogan "On veut vivre, travailler et décider en Bretagne". Son autre combat, qu'iln'est pas près d'aban-À Lampaul-Guimiliau, donner. Marie de Greef-Madelin

ENTREPRISES, soutenez l'enseignement véritablement libre en lui donnant votre TAXE D'APPRENTISSAGE!

Créé en 2007, le Collège & Lycée Frassati accueille 120 garçons en internat :

- Un enseignement de QUALITÉ
- Le sens du TRAVAIL et du SERVICE
- Une LIBERTÉ de penser
- Un esprit SPORTIF



Un faible coût pour la collectivité :

en pension complète, un élève de Frassati coûte 6 800€ par an. C'est moins que le seul coût de la scolarité pour un élève dans un collège public : 7 930€ par an en 2007! Et Frassati ne reçoit aucun subside public.

education.gouvfr/cid11/le-cout-d-une-scolarite.html

Des dons fiscalement déductibles de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés peuvent également être faits à l'association gestionnaire de l'établissement, association à but non lucratif. Pour un don déductible de l'ISF, nous contacter.

Collège & Lycée Frassati

50, Rue Mgr Rodhain 88 800 Mandres/Vair Tél. 03 29 09 86 18 www.collegefrassati.com

Avoir des idées hautes pour avoir des idées larges (Bx Père Sevin)